

Vers des politiques de jeunesse globales et intégrées dans les quartiers populaires ?

Groupe de travail

À Profession Banlieue de décembre 2018 à mai 2019

L'évolution des politiques de jeunesse et leur inscription au cœur des territoires s'est construite à l'aune des lois de décentralisation en faveur des collectivités territoriales mais également d'une prise de conscience des difficultés multiformes auxquels étaient confrontés les jeunes dans le contexte social et économique de la France des années 1980.

On observe dès lors une double approche des jeunes par les pouvoirs publics. Une approche qui tend à considérer la jeunesse comme une ressource pour l'avenir et qui a permis la transformation de l'intervention publique en direction des jeunes en accordant une place centrale aux réflexions en matière de construction de l'identité, de valorisation des expérimentations citoyennes, d'intégration par la formation, l'emploi, la culture,... Dans le même temps s'est installée une conception dite pathologiste, désignant la jeunesse comme un sujet de préoccupation, un public déficitaire, une population à risque et *infine* comme un groupe social spécifique hors des mouvements de la société.

Ces facteurs de risque seraient d'autant plus prégnants dans les quartiers populaires dont les jeunes sont qualifiés, du fait de l'appartenance à ces territoires, comme étant particulièrement « à problèmes ». Pour certains, le problème des banlieues serait d'ailleurs le problème des jeunes, des jeunes à réprimer ou à protéger, à recadrer ou à soulager, et plus généralement à réinsérer¹. La jeunesse des quartiers prioritaires est une jeunesse territorialisée et si le territoire vient renforcer la justification d'actions en sa direction, la territorialisation des politiques de jeunesse n'est pas sans soulever des interrogations, particulièrement celles de leur transversalité, de leur cohérence et de leur lisibilité.

En mars 2018, le Préfet de la région Ile-de-France a proposé un plan d'insertion régional pour la jeunesse des quartiers prioritaires (PRIJ). En Seine-Saint-Denis, la déclinaison de ce plan fait l'objet d'un travail spécifique par Établissements Publics Territoriaux (EPT), réunissant les principaux acteurs jeunesse des territoires. En dehors de cette démarche mais avec l'objectif commun de produire une réflexion collective sur les politiques locales d'insertion et de prévention en Seine-Saint-Denis, Profession Banlieue met en place un groupe de travail visant à développer les compétences des professionnel.le.s de la jeunesse intervenant en Seine-Saint-Denis, qu'ils soient issus des champs de la prévention spécialisée, de l'animation, de l'insertion socio professionnelle, de l'éducation, de la prévention de la délinquance..

Après une remise en perspective historique, il s'agira plus spécifiquement d'objectiver les constats sur le terrain et de questionner, au-delà de l'ambition politique, la mise en œuvre effective de politique de jeunesse globales et intégrées en Seine-Saint-Denis, particulièrement en matière de prévention et d'insertion des jeunes : comment et pourquoi faire réseau lorsque l'on est issu.e.s de cultures professionnelles et de métiers différents ? Quelles sont les limites rencontrées à la mise en cohérence des dispositifs et des interventions au sein d'un même territoire et auprès des mêmes publics ? A l'inverse, quelles sont les conditions susceptibles de permettre leur intégration ? Comment (re)penser collectivement la gouvernance du système d'acteurs local et le partenariat ?

¹ Florence Tourette, « Jeunesse et politique de la ville: quels jeunes pour quelles politiques? », *Siècles*, 24 | 2006, 59-74.

Quatre dates sont d'ores et déjà retenues, celle de la dernière séance restera à déterminer avec le groupe.

- Vendredi 7 décembre 2018 de 14 h 00 à 17 h 00 à Profession Banlieue
- Jeudi 24 janvier 2019 de 14 h 00 à 17 h 00 à Profession Banlieue
- Jeudi 14 mars 2019 de 14 h 00 à 17 h 00 à Profession Banlieue
- Mardi 2 avril 2019 de 14 h 00 à 17 h 00 à Profession Banlieue

L'animation des séances de travail et la rédaction d'une publication synthétisant le travail mené par le groupe seront assurées par Chafik HBILA, chercheur associé au CRAPE / Université de Rennes 1 et à la Chaire de recherche sur la jeunesse de l'EHESP Rennes. Docteur en sociologie, il est aussi consultant partenaire de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP).